

HANDICAPÉS**Création d'espaces de socialisation**

La Fédération algérienne des personnes handicapées (FAPH) a organisé hier, à Alger, une rencontre sur le projet pour «le développement inclusif local, une solution pour lutter contre l'exclusion des personnes en situation de handicap».

Mené par FAPH, en partenariat avec Handicap international, durant trois ans (2008-2010), le projet vise à permettre aux personnes en situation de handicap de s'intégrer dans la vie sociale, politique, économique et culturelle et de retrouver leur autonomie. «L'objectif de ce projet est d'initier un développement inclusif local pour lutter contre l'exclusion des personnes handicapées.

En premier lieu, il était question de restructurer et de renforcer les capacités des associations, via la formation de leur personnel, puis diagnostiquer les obstacles que rencontrent les personnes handicapées dans leur environnement», précise Ahcene Boufekroune, vice-président de la FAPH.

Conforme avec la convention internationale des droits de per-



Photo : DR

sonnes handicapées, ce projet ambitionne d'inciter les pouvoirs publics à prendre en considération les besoins spécifiques de cette tranche de la société.

«Il est également question de promouvoir l'égalité des chances pour les personnes handicapées, souvent exclues de la société, et d'améliorer leur situa-

tion de vie», a-t-il ajouté. Ainsi, pas moins de 18 associations membres de la FAPH et d'autres non-affiliées, telles que des associations de jeunes ou d'autres œuvrant pour la situation de la femme, ont pris part à ce projet. Elles ont favorisé l'inclusion de cette tranche de la société dans six wilayas : Alger,

Médéa, Jijel, Constantine, Ghardaïa et Béchar, via la mise en place d'un «espace de socialisation». Considéré comme «une première réponse inclusive», «cet espace permettra de répondre aux besoins prioritaires des personnes handicapées sur chaque site», explique-t-on.

Rym Nasri

SIT-IN DEVANT LA WILAYA DE MOSTAGANEM**Le cri de détresse des rapatriés de Libye**

Ils étaient plus d'une cinquantaine de personnes devant le siège du cabinet du wali pour demander une entrevue avec le premier responsable de la wilaya. Les rapatriés ont donc entamé, ce mercredi 23 mars en début de matinée, une action de protestation des suites des nombreux blocages auxquels ils sont confrontés depuis leur retour au bercail.

La foule des rapatriés était composée d'hommes et de femmes ayant tout abandonné en Libye. L'émotion était à son comble et les protestataires commençaient à perdre patience. Ces derniers appartiennent à toutes les couches sociales, de l'ingénieur en informatique, au commerçant en passant par le

transporteur et le serveur etc.

H. Youcef 42 ans, père de trois enfants tous nés à Tripoli, a tout laissé derrière lui. «Ils se sont même permis de fouiller les vêtements que nous portions pour tous nous rafler or et argent. Alors que nous nous croyions abandonnés, notre représentation diplomatique

nous a accordés des facilités pour rejoindre Benghazi et rentrer par bateau en Algérie.

Mais depuis, c'est le néant».

Comme la plupart des revenants, H. Abdelkader, transporteur de poisson, du côté de Hadda Cherguia (Tripoli), a été arrêté le soir en pleine rue par une patrouille de la police qui l'a délesté de ses économies cachées dans ses chaussettes avant de le tabasser.

Il s'est réfugié par la suite au consulat avant son rapatriement par avion sur Alger.

F. Madani, établi depuis cinq ans à Zaouïa, restaurateur de

son état, a tenu à témoigner pour nous déclarer que c'était la violence sur les étrangers de toutes nationalités qui l'avait incité à quitter la Libye.

Cette masse de nos ressortissants rapatriés de Libye est venue vers nous pour nous faire part des préoccupations qui lui taraudent l'esprit.

Tous étaient unanimes pour saluer l'initiative de l'Etat et remercier Dieu de les avoir sauvés en les aidant à sortir de ce pays sains et saufs. Aujourd'hui, ils sollicitent les autorités pour une prise en charge concrète.

A. B.

SÉTIF**Les cadres de la jeunesse et des sports montent au créneau**

Les cadres de la jeunesse et des sports des wilayas de Sétif, M'sila et Bordj-Bou-Arréridj, regroupés en collectif, sont montés au créneau pour dénoncer les conditions édictées par l'arrêté interministériel du 22 juillet 2010, publié au Journal n° 66 du 3 novembre 2010, pour prétendre au grade d'éducateur principal ou à celui d'éducateur.

Le collectif des cadres exige d'être «intégrés directement» au grade d'éducateur principal en activités physiques et sportives ou à celui d'éducateur principal d'animation de la jeunesse dans les mêmes conditions et modalités que celles en vigueur dans les autres secteurs.

«Il ressort que notre intégration au grade d'éducateur filière jeunesse et sports et sujette à un certain nombre d'interrogation qui nous réconfortent de jour en jour dans notre conviction que l'arrêté interministériel en question est comme une sanction pure et simple pour nous au regard de ce qui se

passé pour les fonctionnaires du même grade dans les autres secteurs» lit-on dans la plate forme du collectif des cadres de la jeunesse et des sports, adressée aux hautes instances.

Les cadres du sport motivent leur revendication par le fait, entre autres, qu'avec la formation qu'ils sont en train de subir, ils seront désormais du niveau bac+4. Le collectif demande à la tutelle de procéder à la classification des éducateurs de la jeunesse et des sports dans la catégorie 10 avec possibilité d'accéder à la 11^e avec une formation.

Quant aux éducateurs principaux de la jeunesse, ces derniers suggèrent leur classification à la catégorie 11 puis à la 12 avec formation, et ce, à l'instar des cadres des autres secteurs ayant le même profil.

Le collectif des cadres de la jeunesse et des sports revendique également l'allègement du nombre de regroupement et de stages, la suppression du travail de recherche (mémoire) exigé en fin de stage, et, enfin, l'intégration de l'ensemble des cadres appartenant au secteur et proches de la retraite.

Imed Sellami

TIPASA
1 200 familles
victimes
du terrorisme
menacent
de marcher
sur la capitale

Dans une conférence de presse organisée récemment au niveau de la maison de jeunes de Tipasa, Ahmed Abaya, secrétaire général de la coordination de wilaya des familles victimes du terrorisme, interpelle les plus hautes autorités de l'Etat sur la situation de cette frange de la population.

Dans un memorandum adressé au président de la République, il demande une intervention urgente visant la prise en charge des problèmes que vivent ces familles. Dans sa déclaration, Ahmed Abaya met en avant la précarité sociale des veuves de victimes ainsi que celle des blessés du terrorisme. Il déclarera, en outre, que toute pension attribuée est aussitôt supprimée dès le décès de chaque victime du terrorisme, notamment pour les blessés et handicapés.

Il ajoutera que la pension qui était de 8 000 DA par mois jusqu'en 2004 a été revalorisée à 16 000 DA à l'heure actuelle. Il fera remarquer, par ailleurs, que ce montant reste insuffisant par rapport au coût de la vie. Il mettra aussi en évidence le problème induit par la non-prise en charge sociale de ces personnes (retraite et assurances sociales).

Le secrétaire général de la coordination de wilaya de Tipasa rappellera à l'assistance que l'ancien ministre de la Solidarité s'était engagé pour la construction de 100 logements par wilaya au bénéfice des victimes du terrorisme. «C'est un projet mort-né, dont on n'a plus entendu parler ensuite», déclarera-t-il, en ajoutant : «Les veuves et familles des victimes du terrorisme habitent actuellement des bidonvilles ou des habitats précaires.»

Il mettra à l'index les services de la wilaya dans la prise en charge des dossiers de ces familles. «Le règlement des pensions s'effectue sur la base de la date du dépôt du dossier et non celle de la reconnaissance comme victime du terrorisme», clamera A. Abaya.

Il insistera, par ailleurs, sur «la contribution de ces familles ayant permis l'adoption des textes de lois sur la réconciliation et la concorde nationale, particulièrement l'article 47». C'est à ce titre qu'il revendiquera l'adoption d'une loi spécifique à la condition des familles victimes du terrorisme.

Se faisant plus menaçant, ce dernier, tout en refusant de recourir à la rue et aux manifestations violentes, estimera qu'il «est temps pour l'état de revoir radicalement les conditions de prise en charge de cette frange de la société, et à ce titre, un ultimatum de 40 jours est donné pour le règlement des problèmes soulevés. A défaut de quoi, une marche sur la capitale pourrait avoir lieu à la fin du mois d'avril 2011».

Larbi Houari